



## **Une véritable Union européenne pour garantir le bien-être, la sécurité et la démocratie**

Nous, citoyens européens, sommes inquiets et effrayés. Beaucoup d'entre nous ont été appauvris par la crise économique et financière. Le chômage des jeunes risque de créer une génération perdue. Les inégalités augmentent et la cohésion sociale est en péril. L'Union européenne est cernée par les conflits et l'instabilité de l'Ukraine à la Turquie, en passant par le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. L'afflux de réfugiés et de migrants est devenu un enjeu structurel que nous devons appréhender ensemble, de manière humaine et en étant tournés vers l'avenir. Dans de nombreux États membres, la tendance est à l'autoritarisme et à la montée des forces nationalistes et xénophobes. La démocratie et les valeurs essentielles de la civilisation moderne européenne sont menacées. L'Union européenne elle-même est remise en question, bien qu'elle garantisse la paix, la démocratie et le bien-être depuis des décennies.

Nous, citoyens européens, ne voulons pas de responsables politiques nationaux qui ne pensent qu'à la prochaine élection locale ou nationale. Ces derniers réclament des solutions européennes aux problèmes européens, mais rendent ensuite ces solutions impossibles ou inefficaces. Ils négligent des propositions judicieuses de la Commission et n'appliquent pas des décisions déjà prises, y compris celles sur lesquelles ils se sont tous mis d'accord. Ils demandent un jour à l'Europe d'intervenir et le lendemain, ils lui reprochent ses actions. Les responsables politiques nationaux et les médias doivent cesser de présenter l'intégration comme un jeu à somme nulle, et de monter ainsi les pays les uns contre les autres. Dans un monde interdépendant, aucun pays ne peut satisfaire à lui seul tous les besoins essentiels de ses citoyens et les appels à la justice sociale. Dans ce contexte, l'intégration et la gouvernance supranationale sont un jeu à somme positive. Fondé sur la démocratie libérale et une économie sociale de marché, notre modèle social européen ne peut survivre que dans un cadre de gouvernance à plusieurs niveaux, sur la base du principe de subsidiarité.

Nous, citoyens européens, sommes conscients du fait que la mondialisation transforme le monde. Nous avons besoin d'un gouvernement européen pour soutenir nos valeurs communes et contribuer à résoudre les problèmes mondiaux qui menacent l'humanité. Le monde a besoin d'une Europe cosmopolite tournée vers l'extérieur pour soutenir la création d'une gouvernance mondiale plus efficace et démocratique et gérer les enjeux du changement climatique, de la paix, de la pauvreté mondiale et de la transition vers une économie durable sur les plans environnemental et social.

Nous, citoyens européens, reconnaissons que l'Union européenne est une Res Publica incomplète. Son budget est ridicule (0,9 % du PIB), elle n'a aucune autonomie financière vis-à-vis des États membres et les compétences dont elle dispose aujourd'hui ne sont pas à la hauteur des enjeux des crises actuelles. Elle a un système de type fédéral en matière législative, judiciaire et monétaire (Banque Centrale Européenne). Toutefois, la démocratie signifie que les citoyens peuvent choisir leur gouvernement et le responsabiliser. Pour que l'Union fonctionne et soit démocratique, ses décisions, y compris celles sur le budget, la politique étrangère et de défense et la réforme des traités, doivent se prendre essentiellement à la majorité qualifiée représentant la volonté majoritaire des citoyens et pays



européens. La Commission devrait devenir un gouvernement à part entière, définissant et soutenant un programme politique légitimé par les élections. Les partis européens devraient présenter leurs candidats à la présidence lors des élections européennes. La solution alternative serait d'élire directement un président de l'Union européenne qui fusionne les présidences de la Commission et du Conseil européen.

Le 14 février 1984, le Parlement européen a adopté le projet de traité instituant l'Union européenne, appelé « projet Spinelli », visant une union politique que les États membres ont ignorée. Le 14 février 2017, nous appelons le Parlement européen, le seul organe directement élu de l'UE, à prendre une nouvelle initiative en vue de relancer l'Union sur des bases démocratiques renforcées. Il ne fait sens de parler d'unions bancaire, budgétaire, économique, politique, de l'énergie, de la sécurité et de la défense qu'au sein d'une véritable Union européenne démocratique, avec toutes ces politiques gérées par un gouvernement européen.

Le 25 mars 2017, les chefs d'État ou de gouvernement célèbreront les traités de Rome instituant la Communauté économique européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique en 1957. Nous leur demandons de respecter la vision des pères fondateurs. Il faut ouvrir la voie à la refonte de l'Union européenne à partir de la proposition du Parlement européen et mettre tout de suite à profit tous les instruments du traité de Lisbonne en vue de renforcer les institutions et les politiques européennes, notamment les politiques sociale, économique, étrangère et de défense. Nous appelons les jeunes Européens, la société civile, les travailleurs, les entrepreneurs, les universitaires, les autorités locales et les citoyens européens à participer à la Marche pour l'Europe qui aura lieu à Rome, le 25 mars 2017 (<http://www.marchforeurope2017.eu>). Ensemble, nous devons apporter aux dirigeants politiques la force et le courage de donner un nouvel élan à l'Union européenne. L'unité européenne est essentielle pour résoudre nos problèmes communs, protéger nos valeurs et garantir notre bien-être, notre sécurité et la démocratie.